



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

**8998<sup>e</sup>** séance

Jeudi 17 mars 2022, à 15 heures

New York

*Provisoire*

*Président :* M. Abushahab. . . . . (Émirats arabes unis)

*Membres :*

Albanie . . . . .	M. Hoxha
Brésil . . . . .	M. de Almeida Filho
Chine . . . . .	M. Zhang Jun
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield
Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
France . . . . .	M. de Rivière
Gabon . . . . .	M. Nanga
Ghana . . . . .	M <sup>me</sup> Hackman
Inde . . . . .	M. Tirumurti
Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Byrne Nason
Kenya . . . . .	M <sup>me</sup> Toroitich
Mexique . . . . .	M. de la Fuente Ramírez
Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	Dame Barbara Woodward

## Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Menaces contre la paix et la sécurité internationales**

**Le Président** (*parle en arabe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la Pologne et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix ; M. Raouf Mazou, Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; et le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> DiCarlo.

**M<sup>me</sup> DiCarlo** (*parle en anglais*) : Les attaques quotidiennes continuent de ravager les villes ukrainiennes. Beaucoup d'entre elles, qui seraient menées sans discrimination, font des victimes civiles et endommagent les infrastructures civiles. Entre le 24 février et le 15 mars, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a recensé 1 900 victimes civiles. Ce total se répartit en 726 personnes tuées, dont 52 enfants, et 1 174 blessés, dont 63 enfants. Le bilan réel est probablement beaucoup plus lourd. La plupart de ces victimes sont dues à l'emploi, dans des zones peuplées, d'armes explosives à large rayon d'impact. Des centaines de bâtiments résidentiels ont été endommagés voire détruits ; c'est aussi le cas d'hôpitaux et d'écoles.

Le HCDH continue de suivre les informations faisant état de victimes civiles dans l'ensemble du pays, y compris dans les territoires contrôlés par les républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Louhansk. Le personnel du HCDH à Donetsk suit de près l'évolution de la situation liée à l'incident du 14 mars, au cours duquel 20 civils auraient été tués par un missile Tochka-U, qui pourrait avoir transporté des armes à sous-munitions. Tous ces incidents doivent faire l'objet d'une enquête appropriée. Il incombe à toutes les parties

d'honorer pleinement leurs obligations de protéger la vie de tous les civils, où qu'ils se trouvent. Le HCDH est gravement préoccupé par les informations faisant état d'arrestations arbitraires et de disparitions forcées de civils, de responsables de collectivités locales et de militants de la société civile dans les zones contrôlées par la Russie. Nous demandons leur libération immédiate.

Cette semaine, des signaux positifs ont été relayés concernant les pourparlers directs en cours entre les représentants ukrainiens et russes. Nous nous félicitons de ces entretiens. Nous soulignons cependant que ces signaux ne se sont pas encore traduits par la cessation des hostilités si désespérément nécessaire. La situation dans la ville portuaire de Marioupol, dans le sud-est du pays, est particulièrement alarmante. Nombre des habitants de Marioupol qui n'ont pas pu être évacués en toute sécurité manquent de nourriture, d'eau, d'électricité et de soins médicaux. Des cadavres abandonnés gisent dans les rues de la ville. La frappe d'hier sur le théâtre de Marioupol qui, d'après certaines informations, servait d'abri antiaérien à des civils déplacés, vient s'ajouter à la liste des attaques contre les structures civiles. Si les premiers rapports indiquent que le pire a peut-être été évité, les combats en cours entravent les opérations de secours et l'évaluation de la situation.

La dévastation et les souffrances observées à Marioupol et à Kharkiv suscitent de graves craintes quant au sort des millions d'habitants de Kyïv et d'autres villes confrontés à des attaques qui s'intensifient. Le droit international humanitaire est on ne peut plus clair : les civils ont droit à une protection contre les dangers résultant d'opérations militaires ; et les attaques directes contre les civils sont interdites. Pourtant, il est impossible de nier la gravité du bilan civil ou l'ampleur de la destruction des infrastructures civiles en Ukraine. Cela appelle une enquête minutieuse et l'application du principe de responsabilité.

La priorité pour l'ONU et ses partenaires est de parvenir jusqu'aux populations prises au piège par les bombardements en cours, notamment dans l'est de l'Ukraine. À cette fin, nous continuons d'intensifier nos opérations sur le terrain, en fonction des circonstances. Les besoins de la population augmentent de jour en jour. L'ONU demande que les civils puissent quitter les zones encerclées et que les fournitures humanitaires puissent y entrer, et ce, en toute sécurité.

Nous remercions les gouvernements des pays voisins de la générosité dont ils font preuve en accueillant des réfugiés et en permettant la fourniture d'une

aide à l'Ukraine. L'ONU appelle tous les donateurs à accélérer le décaissement des annonces de contributions faites dans le cadre de l'appel éclair pour l'Ukraine. Cet appel, qui demande 1,1 milliard de dollars pour venir en aide à 12 millions de personnes dans le besoin, est financé à 36 %.

D'après les prévisions du Programme des Nations Unies pour le développement, 90 % de la population ukrainienne pourrait connaître la pauvreté et une vulnérabilité économique extrême si la guerre se poursuivait, ce qui ramènerait le pays, et la région, des décennies en arrière et laisserait de profondes séquelles sociales et économiques. Comme l'a souligné le Secrétaire général, la dangereuse onde de choc du conflit se fait déjà sentir dans le monde entier. La Russie et l'Ukraine cumulent plus de la moitié de la production mondiale d'huile de tournesol et 30 % de la production mondiale de blé. Les prix des denrées alimentaires, du carburant et des fertilisants sont en train de monter en flèche. Les chaînes d'approvisionnement sont perturbées. Les plus pauvres sont les plus durement touchés et cela pourrait être une source d'instabilité dans le monde entier.

Le 14 mars, le Secrétaire général a annoncé la création d'un groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière qui dirigera les efforts engagés par les États Membres pour faire face aux retombées complexes de cette guerre. La Vice-Secrétaire générale prendra la tête d'un comité directeur interinstitutions, avec l'aide de partenaires, afin de superviser ces efforts.

Le Secrétaire général accueille avec satisfaction tous les contacts diplomatiques en cours. Il continue d'être activement en contact avec les dirigeants qui tentent de mettre fin à la guerre. Personne ne sortira gagnant de ce conflit insensé. En revanche, les pertes considérables qui en résultent sont d'une évidence déchirante. La situation ne fera qu'empirer tant que les combats se poursuivront.

Le Secrétaire général préconise vivement d'intensifier et de coordonner les efforts politiques pour parvenir à une cessation immédiate des hostilités. Il faut instaurer un processus politique véritable et durable pour favoriser un règlement pacifique. La vie de millions d'Ukrainiens et la paix et la sécurité dans toute la région, et probablement au-delà, sont en jeu.

**Le Président** (*parle en arabe*) : Je remercie M<sup>me</sup> DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Mazou.

**M. Mazou** (*parle en anglais*) : Il y a moins de trois semaines que le Haut-Commissaire, M. Grandi, a pris la parole au Conseil de sécurité (voir S/PV.8983). Durant cette courte période, le nombre de réfugiés ukrainiens arrivés dans les pays voisins a augmenté de façon exponentielle, passant de 520 000 à plus de 3,1 millions aujourd'hui, dans ce qui est devenu la crise des réfugiés la plus fulgurante en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Avec l'arrivée de près de 2 millions de réfugiés en provenance d'Ukraine en l'espace de quelques semaines, la Pologne est devenue un des premiers pays d'accueil de réfugiés au monde. Quelque 490 000 personnes se sont enfuies en Roumanie, 350 000 en République de Moldova, 280 000 en Hongrie et 228 000 en Slovaquie. Des centaines de milliers sont arrivées dans d'autres pays européens. Un nombre important de personnes ont également pris la direction de la Fédération de Russie et, dans une moindre mesure, du Bélarus.

Nous sommes emplis d'humilité devant la résilience remarquable des réfugiés, dont un grand nombre ont quitté leurs maisons avec presque rien, et par l'extraordinaire hospitalité des autorités et des communautés d'accueil. Cette solidarité illustre le fondement même de l'architecture internationale de protection des réfugiés et l'esprit du pacte mondial sur les réfugiés. Les actes de compassion, d'humanité et de bienveillance dont nous sommes témoins au quotidien sont une source d'espoir et éclairent une réalité autrement très sombre.

Nous félicitons vivement les gouvernements des pays d'accueil de maintenir leurs frontières ouvertes à tous ceux qui fuient l'Ukraine, y compris les ressortissants de pays tiers, qui doivent continuer d'être accueillis sans discrimination. La réponse robuste que ces pays ont mise en place en partant de rien et en un laps de temps extrêmement court est véritablement impressionnante. Il est réconfortant de voir l'appui bilatéral et autre dont bénéficient les principaux pays d'accueil de réfugiés, les annonces de contributions faites à ce jour en réponse à notre appel éclair d'un montant de 1,1 milliard de dollars pour mener des interventions en Ukraine et les 550,6 millions de dollars promis au plan régional d'intervention pour les réfugiés du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui ont tous les deux été lancés le 1<sup>er</sup> mars.

L'élan de soutien du secteur privé et des particuliers, qui ont fourni environ deux tiers des fonds mobilisés à ce jour pour les interventions, est digne de louanges. La coordination de tout l'appui international

à ces interventions est assurée par le modèle de coordination de l'action en faveur des réfugiés, dirigé par le HCR, qui a été mis en place en Pologne, en République de Moldova, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie, ainsi que dans d'autres pays de la région.

Le cumul des compétences et de l'appui collectifs sera essentiel pour venir en aide aux réfugiés et prêter main forte aux pays d'accueil en matière d'hébergement et en leur fournissant des articles de secours d'urgence et une aide financière, ainsi que des services de soutien en matière de santé mentale et de soutien psychosocial. Le HCR a renforcé son intervention en déployant plus de 200 experts et établi une présence sur le terrain dans tous ces pays. Le personnel du HCR sur le terrain assure un suivi régulier des activités de protection aux principaux points de passage de la frontière, dans les centres de réception et d'autres endroits où les réfugiés transitent ou se rassemblent. Néanmoins, compte tenu de l'afflux actuel de réfugiés, les capacités des pays voisins sont mises à l'épreuve et sollicitées à l'excès. Nous pouvons et devons faire plus en termes d'appui, et nous devons le faire maintenant.

Au fur et à mesure que la situation évoluera, le HCR, en coordination avec les gouvernements hôtes et ses partenaires, évaluera les besoins, le cas échéant, et il est en train d'adapter le plan régional d'intervention pour les réfugiés. Si certains réfugiés transitent par les pays voisins de l'Ukraine, ils sont également nombreux à rejoindre des familles qui sont installées depuis un certain temps dans ces pays. C'est particulièrement le cas en Pologne, où, au fil du temps et de la diminution des ressources, le nombre de réfugiés ayant besoin d'être intégrés ira croissant. Ces réfugiés et les États qui les accueillent auront besoin d'appui pour garantir leur intégration à tous les secteurs de la vie publique, ainsi que dans les domaines de la santé et de l'éducation, et pour leur permettre d'accéder à l'emploi et à d'autres services.

Alors que les pays hôtes de l'Union européenne reçoivent un appui du reste de l'Union, nous sommes particulièrement préoccupés par la situation en République de Moldova, où sont arrivées plus de 350 000 personnes. La crise des réfugiés vient s'ajouter aux problèmes existants. Il est donc crucial que des ressources suffisantes soient mobilisées rapidement pour soutenir l'action du Gouvernement.

Aussi important soit-il, le financement n'est qu'une des nombreuses formes d'appui urgent. Nous saluons le récent lancement de la plateforme de solidarité

de l'Union européenne, qui a pour but d'alléger le fardeau des pays voisins de l'Ukraine en transférant les réfugiés vulnérables vers d'autres États membres de l'Union européenne. Nous remercions les États membres qui se sont déjà engagés concrètement à transférer des réfugiés en provenance de la République de Moldova, et nous encourageons d'autres pays à rejoindre cette initiative, qui est un exemple remarquable et novateur de partage des responsabilités, conformément aux principes fondamentaux du pacte mondial sur les réfugiés.

En outre, pour la première fois de son histoire, l'Union européenne a activé la directive relative à la protection temporaire, qui permet aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux personnes apatrides arrivant d'Ukraine de régulariser rapidement leur statut juridique, allégeant ainsi la pression sur les systèmes d'asile. Cela permettra également aux réfugiés de trouver du travail, d'avoir accès à des services et de bénéficier d'une protection sociale. Une protection temporaire a également été annoncée par les Gouvernements des États-Unis, du Canada, de la Suisse, du Brésil et d'autres pays.

Je tiens également à souligner que 90 % des réfugiés qui fuient l'Ukraine sont des femmes et des enfants, ce qui fait augmenter le risque de violence fondée sur le genre et d'autres formes d'exploitation et d'abus, notamment la traite des personnes. Comme l'a souligné le Secrétaire général, pour les prédateurs et les trafiquants, la guerre n'est pas une tragédie ; c'est une ouverture. Nous sommes profondément préoccupés par les informations relayées dans les médias concernant des cas de violence fondée sur le genre et de traite d'êtres humains, et nous appuyons les efforts des gouvernements pour renforcer les mesures de prévention et d'atténuation des risques, notamment par le biais de la campagne « Restez en sécurité », qui vise à sensibiliser les réfugiés et à leur fournir des informations.

Le HCR, qui joue un rôle de chef de file dans la coordination de l'action menée par l'ONU en faveur des réfugiés, a également déployé des experts et des coordonnateurs en matière de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles afin d'aider les gouvernements dans plusieurs pays qui accueillent des réfugiés.

Depuis les premiers jours de la crise, le HCR s'est engagé à rester en Ukraine et à fournir une aide – et c'est ce qu'il fait. Je saisis cette occasion pour exprimer notre reconnaissance et notre admiration sincères à nos collègues restés en Ukraine, mais également à l'ensemble de la communauté humanitaire.

Nous pensons qu'au moins 2 millions de personnes ont été obligées de fuir à l'intérieur de l'Ukraine. Près de 13 millions d'individus se trouvent dans les zones les plus durement touchées par la guerre. Beaucoup de citoyens restent pris au piège dans les parties du pays où le conflit monte en puissance, et ils ne peuvent pas satisfaire ne serait-ce que leurs besoins les plus fondamentaux, car les services essentiels sont perturbés. Dans beaucoup d'endroits, comme Marioupol, les habitants sont confrontés à une pénurie critique, et potentiellement fatale, de nourriture, d'eau et de médicaments. Les personnes en situation de handicap ou atteintes d'une maladie grave sont particulièrement en difficulté. Le HCR suit de près les négociations pour leur passage en sécurité et se prépare à envoyer des articles humanitaires dès que les conditions le permettront.

Pour faciliter la fourniture d'une aide vitale aux populations qui en ont le plus besoin en Ukraine, nous avons ajusté notre présence opérationnelle en transférant des bureaux et des entrepôts dans l'ouest et le centre du pays. Avec nos partenaires, nous parvenons à apporter des secours essentiels aux populations déplacées et touchées par le conflit, notamment des produits de première nécessité et du matériel pour la construction d'abris.

Nous collaborons étroitement avec les autorités locales pour établir des capacités d'accueil et les élargir dans les principaux endroits où les déplacés arrivent. Nous coordonnons la fourniture de services de protection clefs comme l'aide juridictionnelle, l'accompagnement social, le soutien psychosocial, la protection de l'enfance et la gestion des affaires de violence fondée sur le genre. Quand les conditions le permettent, nous fournissons une assistance pécuniaire polyvalente pour aider les gens à faire les choix les plus adaptés à leurs besoins. Les formes d'aide flexibles sont cruciales, tout comme les approches novatrices. Toutefois, en dépit de tous nos efforts, nous ne sommes pas en mesure de faire face à l'ampleur déjà considérable et à la croissance rapide des besoins du peuple ukrainien et de lui apporter systématiquement l'aide dont il a cruellement besoin pour rester en vie.

Nous ne saurions trop insister sur l'appel urgent qui a été lancé à plusieurs reprises par le Secrétaire général, la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Coordinatrice des secours d'urgence Griffiths pour que les civils et les infrastructures civiles soient protégés. Le droit international humanitaire doit être respecté, et les civils doivent pouvoir transiter en toute sécurité,

dans la direction de leur choix. Un accès humanitaire sûr aux personnes dans le besoin et l'acheminement sans entrave de l'aide, y compris au moyen d'un système de notification humanitaire qui fonctionne, revêtent la plus grande importance.

Pour terminer, qu'il me soit permis de paraphraser le Haut-Commissaire Grandi, qui est aujourd'hui au Tadjikistan après avoir quitté l'Afghanistan hier. Il a souligné à de nombreuses occasions que, parallèlement à notre réponse à la crise en Ukraine, nous ne devons pas abandonner ni oublier les autres crises humanitaires récentes ou prolongées qui ont cours dans maintes régions d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient.

**Le Président** (*parle en arabe*) : Je remercie M. Mazou de son exposé.

Je donne la parole à M. Ghebreyesus.

**M. Ghebreyesus** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur, de cette occasion qui m'est aujourd'hui donnée de m'adresser au Conseil.

La guerre en Ukraine a des conséquences dévastatrices sur la santé de la population ukrainienne – des conséquences qui se feront sentir pendant des années, sinon des décennies. Les services de santé sont gravement perturbés, de même que l'accès aux produits de base, à cause de la destruction généralisée des infrastructures, y compris les installations médicales. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a confirmé 43 attaques contre des établissements de santé, pour un bilan de 12 morts et 34 blessés, dont des travailleurs sanitaires. Dans tout conflit, les attaques contre les services de santé sont une violation du droit international humanitaire. Elles privent les gens de soins urgents et brisent des systèmes médicaux déjà sous pression.

La perturbation des services et de l'acheminement de fournitures en Ukraine représente un risque extrêmement sérieux pour les personnes souffrant de maladies cardiovasculaires, d'un cancer, du diabète, du VIH ou de la tuberculose, qui font partie des principales causes de mortalité en Ukraine. Le déplacement, les mauvaises conditions de logement et la surpopulation provoqués par le conflit sont de nature à accroître le risque de maladies telles que la rougeole, la pneumonie et la poliomyélite.

Il y a un besoin urgent de services de santé mentale et de soutien psychosocial pour aider les personnes à faire face aux effets de la guerre. On compte plus

de 35 000 patients atteints de troubles mentaux dans les hôpitaux psychiatriques ukrainiens et les établissements de soins de longue durée, qui connaissent de graves pénuries de médicaments, de nourriture, de chauffage, de couvertures et autres.

La guerre exacerbe aussi l'incidence de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) en Ukraine. Le fait que seulement un tiers de la population adulte soit pleinement vaccinée augmente le risque de voir un grand nombre de personnes développer des formes graves de la maladie. Les sévères pénuries d'oxygène auront des répercussions sur la capacité de traiter les patients atteints de la COVID-19 et de bien d'autres maladies. Au moins huit installations de production et de stockage d'oxygène liquide sont maintenant fermées. Nous cherchons des moyens d'obtenir de l'oxygène auprès des pays voisins et de le livrer en toute sécurité là où on en a besoin.

L'OMS est sur le terrain, travaillant avec le Ministère de la santé et d'autres partenaires afin d'aider les travailleurs sanitaires et le système de santé à fournir des soins pour répondre aux besoins immédiats. Jusqu'à présent, nous avons envoyé environ 100 tonnes de fournitures médicales, dont de l'oxygène, de l'insuline, des articles chirurgicaux, des produits anesthésiants et des trousseaux de transfusion sanguine – assez pour 4 500 patients victimes de traumatismes et 450 000 patients recevant des soins de santé primaires, pour un mois. D'autres équipements, comme des générateurs d'oxygène, des générateurs électriques et des défibrillateurs, ont également été livrés, et nous nous apprêtons à envoyer 108 tonnes de plus.

Nous avons maintenant établi des itinéraires d'approvisionnement depuis notre entrepôt de Lviv vers de nombreuses villes d'Ukraine, mais des problèmes d'accès demeurent. Il nous faut un accès libre. Nous avons des fournitures essentielles qui sont prêtes pour que des convois conjoints des Nations Unies les emmènent dans des zones difficiles d'accès, mais pour l'instant cela n'a pas marché. Aujourd'hui, par exemple, le convoi des Nations Unies à destination de Soumy, qui comprenait un camion de l'OMS transportant des fournitures médicales critiques, n'a pas pu entrer. Des cargaisons prêtes pour Marioupol restent en zone d'attente et ne peuvent pas partir. L'accès à ces zones et à d'autres est à présent crucial.

Pour appuyer le système de santé de l'Ukraine, l'OMS est en train de coordonner le déploiement de 20 équipes médicales d'urgence, composées

d'experts de nombreux pays, pour dispenser des soins recouvrant tout un éventail de disciplines en Ukraine et dans les voisins, qui accueillent généreusement des réfugiés mais ont du mal à répondre à leurs besoins, comme mes collègues l'ont mentionné tout à l'heure. Ces besoins sont immenses et incluent la continuité des soins pour les maladies de base, ainsi que des questions plus complexes comme le cancer et la dialyse rénale, la santé maternelle et infantile, le VIH et la tuberculose, la santé sexuelle et procréative et la santé mentale. Les réfugiés et nombre des personnes qui se trouvent encore en Ukraine sont déjà très vulnérables, en particulier les femmes et les filles. Leur protection contre les atteintes et l'exploitation de toutes sortes doit être une priorité pour les gouvernements des pays d'accueil et pour toutes les organisations internationales.

Aujourd'hui, j'ai trois requêtes urgentes.

Premièrement, nous exhortons le Conseil de sécurité à œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et d'une solution politique. Un conflit prolongé n'est dans l'intérêt de personne et ne fera que prolonger les souffrances des plus vulnérables. Le médicament qui peut sauver des vies dont nous avons besoin maintenant est la paix.

Deuxièmement, nous demandons à tous les donateurs d'appuyer l'action visant à répondre aux besoins humanitaires en Ukraine et dans les pays voisins, qui sont immenses et augmentent chaque jour. Grâce aux contributions des donateurs au Fonds de réserve OMS pour les situations d'urgence, nous avons pu réagir immédiatement, et nous avons consacré plus de 10 millions de dollars aux efforts en cours pour répondre aux besoins sanitaires immédiats. Ces fonds ont été complétés par un financement supplémentaire du Fonds central pour les interventions d'urgence de l'ONU. Cependant, pour poursuivre notre action, nous appelons les donateurs à financer intégralement l'appel d'urgence de l'ONU. Comme l'a dit la Secrétaire générale adjointe, seuls 36 % des fonds nécessaires ont été recueillis jusqu'à présent. Nous remercions les donateurs qui ont déjà annoncé des contributions pour répondre aux besoins de la population ukrainienne.

Et troisièmement, bien que l'Ukraine soit à juste titre au centre de l'attention du monde, j'invite les membres du Conseil à ne pas perdre de vue les nombreuses autres crises qui entraînent des souffrances pour les populations. En Afghanistan, plus de la moitié de la population a besoin d'assistance, sur fond, parmi de nombreux autres défis, d'une malnutrition généralisée

et d'une recrudescence de la rougeole. En Éthiopie, le blocus auquel sont soumis les 6 millions d'habitants de la région du Tigré depuis près de 500 jours a provoqué une crise alimentaire et sanitaire catastrophique. En République arabe syrienne, plus de 12 millions de personnes ont besoin d'une assistance sanitaire, dont près de la moitié sont des enfants. Et au Yémen, on estime qu'environ deux tiers de la population, soit plus de 20 millions de personnes, ont besoin d'une aide sanitaire.

Dans toutes ces situations, la seule solution est la paix. Je le répète : dans toutes ces situations, la seule solution est la paix. Et notre monde a plus que jamais besoin de paix. Comme si la COVID-19 ne suffisait pas, une guerre dévastatrice comme celle-ci est dangereuse pour le monde.

**Le Président** (*parle en arabe*) : Je remercie le docteur Ghebreyesus de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie nos intervenants de leurs exposés d'aujourd'hui.

Il y a tout juste trois semaines, la Russie a lancé une invasion à grande échelle non provoquée, injustifiée et inadmissible en Ukraine et un assaut contre la démocratie. Aujourd'hui, plus de 3 millions de réfugiés ont fui le pays, provoquant une crise humanitaire dévastatrice ressentie dans le monde entier. Ces réfugiés sont en majorité des femmes et des enfants. Ils ont fourré toute leur vie dans des sacs à dos en laissant derrière eux leurs maisons et tout ce qu'ils connaissaient. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux savent que leurs immeubles et leurs rues ont été bombardés et sont en ruine.

L'horreur continue pour les personnes qui sont restées en Ukraine. Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé vient de nous informer que 43 hôpitaux ont été attaqués par la Russie – 43 hôpitaux et établissements de santé. Les journalistes de l'agence Associated Press qui sont sur le terrain ont montré au monde un charnier à Marioupol, une tranchée étroite remplie de corps d'enfants. Hier, les forces russes ont largué une bombe puissante sur un théâtre de Marioupol où se cachaient des centaines de civils. Le mot russe signifiant « enfants » était écrit à l'extérieur du théâtre, à l'avant et à l'arrière du bâtiment, en grandes lettres blanches que l'on pouvait voir du ciel. Mais les forces russes l'ont quand même bombardé. Les autorités locales ont demandé aux familles de laisser les

dépouilles de leurs proches dans la rue, au vu de tous, car il est trop dangereux d'organiser des funérailles à cause des bombardements et des pilonnages.

Je viens de rencontrer des dirigeants de la société civile ukrainienne. Ils ont déclaré que des personnes qui faisaient la queue pour acheter du pain afin de nourrir leurs familles avaient été abattues par des soldats russes. Ils ont fait état de scènes de terreur, une terreur que la Russie inflige au peuple ukrainien dans toute l'Ukraine.

La Russie devra rendre compte de ses atrocités. Il n'y a qu'un seul moyen, un seul, de mettre fin à cette folie. Le Président Poutine doit mettre fin à cette tuerie, retirer ses forces et quitter l'Ukraine une fois pour toutes.

Hier, j'ai écouté le discours du Président Zelenskyy devant le Congrès des États-Unis et j'ai été très émue par ses mots, sa bravoure et ses appels à l'aide et à la paix. Immédiatement après, le Président Biden a annoncé une nouvelle aide de 800 millions de dollars en matière de sécurité pour aider l'Ukraine à se défendre, portant le montant de l'aide à plus d'un milliard de dollars rien que pour la semaine qui vient de s'écouler.

Nous n'agissons pas seuls. Nos alliés et partenaires sont pleinement engagés à accroître leur assistance aux Ukrainiens. Et nous remercions tous nos alliés et partenaires qui ont ouvert leurs frontières et leurs cœurs pour accueillir des réfugiés ukrainiens. Nous allons également continuer de fournir une aide humanitaire aux personnes qui se trouvent en Ukraine et à celles qui ont été forcées de fuir, y compris les 186 millions de dollars d'aide supplémentaire annoncés par le Secrétaire d'État Blinken mardi.

Ici, à l'ONU, nous pensons que le meilleur moyen de faire face à la crise humanitaire est d'adopter une résolution de l'Assemblée générale. Cette résolution reflétera l'opinion de l'écrasante majorité des États Membres de l'ONU et de l'Ukraine elle-même.

La Cour internationale de Justice a rendu hier une ordonnance sérieuse et importante à l'intention de la Fédération de Russie, et nous appelons la Russie à s'y conformer immédiatement. La Russie a clairement enfreint le droit international en violant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les tactiques brutales de la Russie ont entraîné la mort de civils, d'infirmiers et de certains des journalistes qui nous montraient la réalité de cette guerre. La Russie a attaqué beaucoup

de choses que nous considérons comme sacrées et tout ce que l'ONU incarne. Les agissements de la Russie doivent être condamnés catégoriquement.

Comme l'a dit le Président Biden, l'Ukraine ne sera jamais une victoire pour Poutine. Malgré toutes les avancées qu'il réalisera, toutes les personnes qu'il tuera et toutes les villes qu'il détruira, l'Ukraine ne sera jamais une victoire pour lui. Les États-Unis sont aux côtés de l'Ukraine et du peuple ukrainien, et nous ferons absolument tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à cette guerre tragique et inutile.

**M. Hoxha** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie Rosemary DiCarlo pour sa clarté et les informations très précieuses qu'elle fournit dans chacun de ses exposés devant le Conseil. Je remercie M. Mazou et le Directeur général Ghebreyesus de leurs présentations qui donnent à réfléchir.

Trois semaines après le début de cette agression non provoquée, injustifiée, illégale et meurtrière par la Russie, la terrible réalité n'est guère surprenante puisque chaque fait avait été anticipé presque au détail près : des pertes massives parmi les civils ; des charniers ; la destruction à grande échelle d'infrastructures civiles ; des logements, des écoles et des hôpitaux en ruine ; des vies fauchées par les bombardements ; et des rêves d'enfants partis en fumée.

Nul besoin de décrire cette situation catastrophique. Cela étant, ce que nous venons d'entendre de hauts représentants de l'ONU, et non de la prétendue hystérie occidentale, est déchirant et coïncide avec les reportages choquants des médias sur les horreurs de la guerre et le malheur qui s'abat sur l'Ukraine sans raison.

Je me contenterai peut-être de rappeler les mots employés par le Secrétaire général il y a deux jours pour résumer la situation :

« L'Ukraine est en feu. Le pays est en train d'être décimé ».

Je demande à mes collègues de deviner par qui.

Il y a plus de 3 millions de réfugiés en seulement trois semaines, plus que la population entière de mon pays ; quelque 2 millions de déplacés ; et quelque 12 millions de personnes qui subissent les conséquences de la guerre dans les zones les plus durement touchées.

L'UNICEF a constaté que depuis le début de la guerre, à chaque seconde qui passe, un enfant traverse la frontière de l'Ukraine, contraint par cette agression

violente. La Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M<sup>me</sup> Patten, nous avertit que les atteintes et les risques de violence sexuelle et fondée sur le genre, ainsi que la traite des personnes, continuent de s'aggraver dans un contexte de déplacement à grande échelle.

Plusieurs appels à l'ouverture de couloirs humanitaires pour évacuer les civils sont restés lettre morte. De nombreuses personnes restent piégées dans les zones de conflit et, les services essentiels étant perturbés, elles ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels, notamment en nourriture, en eau et en médicaments.

Les centaines de milliers de personnes qui restent dans ces zones, selon les estimations, n'ont tout simplement aucun endroit où aller. Elles peuvent être tuées, même en faisant la queue pour obtenir du pain, comme cela s'est produit. Voilà le vrai visage de l'agression russe, celui de la rage.

Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, dont nous venons d'entendre l'exposé, a confirmé qu'il y a eu 43 attaques contre des établissements et des infrastructures sanitaires et des agents de santé ukrainiens depuis le début de l'invasion, soit deux par jour. Malheureusement, près d'une dizaine de conflits font rage dans le monde aujourd'hui. Sur les 89 attaques commises contre des systèmes de santé dans le monde depuis le début de l'année, 43 ont eu lieu en Ukraine. L'on peut donc dire qu'attaquer des établissements sanitaires et des agents de santé devient une tactique de guerre en Ukraine.

Rien n'est épargné. D'abord, il y a eu la maternité de Marioupol. Ensuite, il y a eu une mosquée. Hier, les Russes ont bombardé le théâtre d'art dramatique de Marioupol, un abri pour près d'un millier de personnes qui n'ont pas pu fuir la ville. Comme cela a été dit, le mot « enfants », en cyrillique, avait été peint en grandes lettres sur le sol à l'extérieur du théâtre. Mais tout doit être bombardé.

Malgré ce tableau très sombre, la principale nouvelle, ce n'est pas seulement ce que j'ai dit. La principale nouvelle, c'est que l'Ukraine tient bon, que l'Ukraine résiste, que l'Ukraine gagne et que la Russie s'embourbe profondément sur le terrain, moralement, juridiquement et internationalement.

Nous savons maintenant que pour que la Russie gagne cette guerre qu'elle a choisie, elle doit faire à toute l'Ukraine ce qu'elle a fait à Grozny ; elle doit faire

à toutes les villes d'Ukraine ce qu'elle a fait à Alep ; et elle doit faire à tout ce qui s'y trouve ce qu'elle a fait à Marioupol. Même après cela, on nous dira encore, dans cette salle, que ce n'est pas sa faute.

*(l'orateur poursuit en français)*

C'est la faute à Voltaire.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Hier, l'Ukraine a remporté sa première victoire juridique devant la Cour internationale de Justice (CIJ). La CIJ, gardienne du droit international, a statué qu'il n'y avait aucune preuve étayant les affirmations russes selon lesquelles l'Ukraine commettait un génocide dans les régions de Louhansk et de Donetsk. La Cour a appelé à la suspension immédiate de tout type d'opérations militaires par la Russie et les entités, organisations ou personnes sous son contrôle. La question est la suivante : la Russie respectera-t-elle l'ordonnance de la Cour, ou se déconnectera-t-elle et s'effacera-t-elle complètement et entièrement du droit international ?

Au-delà du bilan humain, de la destruction délabrée des infrastructures et des habitations et de la crise humanitaire de grande envergure, il y a une autre crise majeure : les répercussions économiques de l'agression. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) nous a mis en garde contre le fait que chaque jour de paix retardée accélérera la chute libre de l'Ukraine dans la pauvreté. Hier, le PNUD a estimé que 90 % de la population ukrainienne pourrait être confrontée à la pauvreté et à une vulnérabilité économique extrême si la guerre s'aggravait. Dans l'éventualité d'une guerre prolongée en Ukraine, près d'un tiers de la population passerait sous le seuil de pauvreté et 62 % serait exposée à un risque extrême de basculer dans la pauvreté au cours des 12 prochains mois. Là encore, le PNUD a averti que 18 années de progrès socioéconomiques pourraient être réduites à néant. Cela renverrait le pays et l'ensemble de la région des décennies en arrière, laissant de profondes cicatrices socioéconomiques aux générations à venir.

Qui, dans cette salle ou à l'extérieur, peut alors croire un seul mot de la Russie au sujet des objectifs de développement durable et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, étant donné que ces terribles effets se feront sentir non seulement en Ukraine, mais aussi dans le monde entier ?

La Russie a proposé un texte pour le projet de résolution humanitaire S/2022/231. Nous pensons que

c'est déplacé. Pire que cela, nous pensons que c'est une mascarade monumentale, une démarche digne de figurer dans le *Livre Guinness des records* de l'hypocrisie.

La Russie ne peut pas tirer la première et venir ensuite déguisée en médecin. La seule façon de réduire au minimum les conséquences humanitaires pour la population ukrainienne est simple : la Russie doit mettre fin à la guerre, retirer ses soldats et rentrer chez elle. Personne ne doit se laisser troubler par un texte juste parce qu'il est qualifié d'humanitaire alors que le seul but est de couvrir la guerre. Par conséquent, nous exhortons nos collègues à ne pas se laisser abuser par les habits neufs de l'empereur. L'agresseur russe est tout nu.

**Dame Barbara Woodward** (Royaume-Uni)  
*(parle en anglais)* : Je m'associe aux autres orateurs et oratrices pour remercier nos intervenants d'aujourd'hui.

Comme nous l'avons entendu, cela fait trois semaines que nous nous sommes réunis dans cette salle pour faire un dernier effort afin d'éviter une invasion russe de l'Ukraine (voir S/PV.8974). Cela fait trois semaines que nous avons été interrompus par la nouvelle selon laquelle le Président Poutine avait renoncé à la diplomatie et choisi la guerre. Ces trois semaines ont été longues et dévastatrices pour le peuple ukrainien, pour les 3 millions de personnes qui ont fui et pour celles qui sont restées dans le pays.

Comme nous l'avons entendu de l'ONU, les forces russes assiègent des villes et des agglomérations densément peuplées et bombardent sans discernement des zones résidentielles avec des armes lourdes, y compris des armes à sous-munitions. Au total, 43 établissements sanitaires, dont une maternité, ont été attaqués, les personnes les plus vulnérables ayant été tuées et les civils ayant été privés d'accès à l'assistance médicale.

La guerre menée par le Président Poutine provoque des souffrances bien au-delà des frontières de l'Ukraine. Des milliers d'étudiants, dont beaucoup viennent de pays représentés autour de cette table, sont pris dans le piège de la violence. La guerre fait flamber les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, aggravant ainsi la situation des pays en développement qui souffrent déjà des répercussions de la maladie à coronavirus (COVID-19), de la famine, des conflits et des changements climatiques. Des millions de réfugiés ont été accueillis par les pays d'Europe.

Trois semaines après le début de l'invasion russe, une chose doit être claire dans nos esprits. Il s'agit d'une guerre d'agression non provoquée, menée par la Russie.

La Russie est responsable de la souffrance qu'elle inflige à l'Ukraine et au-delà. Seule la Russie peut mettre fin à cette guerre.

Cent-quarante-et-un États Membres de l'ONU ont condamné sans équivoque l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie. La Cour internationale de Justice a rendu une ordonnance juridiquement contraignante, exigeant que la Russie suspende immédiatement son action militaire en Ukraine.

Cette semaine, de façon perverse, la Russie a déposé le projet de résolution S/2022/231, qui, entre autres, appelle à la protection des civils, y compris les femmes et les enfants. Quelle comédie cynique face à la souffrance humaine.

De fait, hier, à Marioupol, les forces russes auraient pris pour cible des civils qui s'étaient mis à l'abri de l'attaque, et ce, alors même que le mot « enfants » avait été peint au sol là où ils s'abritaient. Si la Russie voulait vraiment protéger les femmes et les enfants, elle retirerait ses troupes d'Ukraine et mettrait fin à cette invasion illégale dès aujourd'hui.

**M. de Rivière** (France) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, le Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé pour leurs interventions.

Celles-ci démontrent, avec l'impartialité et la rigueur qui caractérisent le travail des Nations Unies, la réalité de cette guerre menée depuis trois semaines par la Fédération de Russie. Cette réalité, c'est la mort de civils innocents, ainsi que de journalistes et de personnels médicaux. C'est le chaos créé partout en Ukraine, et bien au-delà, notamment par l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans le monde. Ce sont les millions de vies brisées de toutes celles et tous ceux qui sont forcés de fuir leur foyer et qui ne trouvent répit ni dans les hôpitaux, ni dans les écoles. Avec ses partenaires européens, la France continuera de se mobiliser pour l'accueil de ces réfugiés. Elle continuera d'apporter son soutien aux Ukrainiens. Elle a débloqué 100 millions d'euros à cette fin.

La France appelle la Russie à cesser immédiatement cette guerre sanguinaire et à se conformer à l'ordonnance de la Cour internationale de Justice rendue hier.

Elle condamne dans les termes les plus forts le siège de plusieurs villes ukrainiennes et les bombardements indiscriminés visant les populations civiles. Elle appelle la Russie à se conformer au droit international humanitaire, à protéger les civils et les infrastructures civiles, et à permettre l'acheminement de l'aide. Les attaques contre les hôpitaux sont constitutives de crimes de guerre. La France condamne également les actions qui ont pris des journalistes pour cible, et elle rappelle l'obligation qui incombe aux forces armées de les protéger. La France est particulièrement préoccupée par les informations faisant état de l'emploi par la Russie de bombes à sous-munitions.

Elle condamne une fois de plus le soutien que le régime biélorusse apporte à cette guerre meurtrière. Elle dénonce l'utilisation par la Russie de mercenaires, notamment syriens, qui ne saurait exonérer la Russie de sa responsabilité. Celle-ci devra rendre compte de ses crimes. Nous saluons l'ouverture d'une enquête par le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale.

La France dénonce enfin le cynisme de la Russie, qui prétend à New York se soucier de la situation humanitaire en Ukraine alors qu'elle en est la cause unique. Le projet de résolution russe ne trompe personne. Il ne doit pas être soutenu. Le soutenir serait donner un blanc-seing à la Russie pour qu'elle poursuive cette guerre.

Malgré les destructions et les souffrances, la guerre en Ukraine a révélé une autre réalité. Le peuple ukrainien fait preuve d'une résistance admirable. La France salue son courage et celui des autorités ukrainiennes.

La communauté internationale est unie dans la condamnation de l'agression. De nombreux pays, dont la France, ont immédiatement pris des mesures visant les autorités russes et les cercles économiques proches du pouvoir pour les priver de ressources et les empêcher de disposer des moyens de poursuivre cette guerre. Ces sanctions ont déjà démontré leur efficacité et continueront à être renforcées pour renchérir le coût de la guerre jusqu'à ce que les autorités russes renoncent à la violence.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je voudrais à mon tour remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo, le Haut-Commissaire assistant Mazou et le Directeur général Tedros Ghebreyesus de leurs exposés sans complaisance. Les messages qu'ils nous

ont transmis n'ont absolument rien de réjouissant. Nous saluons toutes les organisations humanitaires qui s'emploient à atténuer la catastrophe due à l'homme infligée à l'Ukraine.

La cause de cette catastrophe est claire. Il y a à peine trois semaines, alors que nous étions assis dans cette même salle et que le Secrétaire général plaidait pour la paix, la Fédération de Russie a envahi l'Ukraine. Depuis, nous avons assisté à la dévastation effrénée d'une nation indépendante et souveraine, sans le moindre égard pour la vie humaine. À ce jour, plus de 3 millions de personnes ont dû fuir l'Ukraine et se réfugier dans les pays voisins. Nous avons entendu aujourd'hui que 90 % des personnes contraintes de quitter leur foyer et de vivre dans l'incertitude sont des femmes et des enfants.

Les familles ont été déchirées. Au moins 2 millions de personnes désormais déplacées sont de plus en plus vulnérables et ont besoin d'une aide immédiate. Des gens ordinaires sont traumatisés par une guerre cruelle et irresponsable. Les femmes et les filles sont exposées à un risque accru de subir des violences sexuelles et fondées sur le genre, notamment le viol et la traite. Leur droit à la protection est bafoué.

La destruction des services de base que nous tenons tous ici pour acquis, comme la nourriture, l'eau, les systèmes sanitaires, la santé et l'éducation, est en train d'avoir un effet dévastateur en Ukraine. Nous savons que les victimes civiles se comptent par milliers. Fait tragique, le journaliste irlandais Pierre Zakrzewski a été tué aux côtés de la journaliste ukrainienne Oleksandra Kuvshynova. Ils s'employaient tous deux à braquer les projecteurs sur le sort de l'Ukraine. Nos pensées vont à leur famille et à toutes les familles ukrainiennes qui souffrent et qui pleurent un proche. De courageux journalistes exposent les conséquences horribles de l'agression russe. Je rends hommage aux membres des médias libres qui mettent leur vie en jeu pour nous montrer la vérité.

Les conséquences humanitaires de cette guerre se font sentir dans le monde entier. Elles vont avoir un effet sur la sécurité alimentaire de pays qui dépendent lourdement des produits agricoles ukrainiens, notamment en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Les graves préjudices qu'elles vont causer dépasseront de loin les frontières ukrainiennes.

Il me semble accablant que le Conseil ait à plaidier auprès de la Fédération de Russie pour qu'elle ne prive pas les populations civiles de nourriture et d'eau

et qu'elle ne les empêche pas d'avoir accès aux infrastructures de base dont elles ont besoin pour vivre au quotidien, pour survivre. Il est accablant que le Conseil n'ait pas été capable de parler d'une seule voix pour sauver des vies innocentes dans cette guerre.

Les images de Marioupol assiégée sont choquantes. Nous voyons une fois encore que la guerre urbaine fait payer le plus lourd tribut aux civils. Nous déplorons que les établissements de santé soient pris pour cible, que les médecins soient pris en otage, que des soins vitaux soient perturbés par les forces militaires. L'attaque menée la semaine dernière contre une maternité de Marioupol par les forces russes a atteint de nouveaux tréfonds, entraînant la mort d'une mère et de son nouveau-né, un bébé qui n'aura jamais eu la moindre chance. La question doit être posée : combien d'autres ?

Les habitants de Marioupol en sont réduits à faire fondre la neige ou à siphonner l'eau des systèmes de chauffage pour étancher leur soif. Ils abattent des arbres dont ils font du bois pour cuisiner et se tenir chaud pendant les nuits glaciales. Les supermarchés de la ville sont désormais vides parce que les produits de première nécessité ne peuvent être acheminés en sécurité dans la ville. Il est glaçant de penser que les souffrances imposées à Marioupol pourraient être infligées à d'autres villes ukrainiennes. Rien ne peut justifier cette agression brutale. Elle n'aurait jamais dû être perpétrée. Elle doit cesser.

L'Irlande appelle la Fédération de Russie à honorer ses obligations de protéger les installations civiles de soins de santé et le personnel humanitaire et médical. Elle doit faciliter le passage sûr et l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire, notamment les fournitures médicales et les vivres. Quel que soit l'accord obtenu, ou non, sur les couloirs humanitaires et autres mesures, les civils et les infrastructures civiles doivent être protégés en vertu du droit international humanitaire. Cela vaut aussi bien pour les personnes qui choisissent de partir que pour celles qui choisissent de rester. Le respect le plus élémentaire de la vie humaine doit sûrement signifier quelque chose pour l'agresseur, même maintenant.

Soyons clairs : la fourniture de l'aide humanitaire ne dépend pas d'un cessez-le-feu. Elle dépend de ceux qui bombardent les villes et de leur volonté de faire ce que leur imposent leurs obligations.

Les attaques dirigées contre des civils et des biens de caractère civil, les attaques sans discrimination et les attaques disproportionnées sont toutes interdites

par le droit international humanitaire. L'Irlande reste gravement préoccupée par les dommages humanitaires découlant de l'emploi d'armes explosives dans les zones peuplées en Ukraine. Des informations font état de l'utilisation d'armes à sous-munitions et d'armes thermobariques par les forces militaires russes. Ces armes causent des pertes massives. Elles font courir de grands risques aux civils lorsqu'elles sont déployées dans les zones urbaines, y compris longtemps après la fin des combats. Leur emploi est inadmissible. De même, toute utilisation de phosphore blanc contre des civils ou des infrastructures civiles est ignoble et contraire au droit international.

La guerre menée par la Russie en Ukraine n'est pas seulement moralement répréhensible, elle est illégale. Hier, en faisant droit à la demande en indication de mesures conservatoires présentée par l'Ukraine contre la Fédération de Russie, la Cour internationale de Justice a été claire et catégorique : la Russie doit suspendre immédiatement ses opérations militaires en Ukraine.

Au vu de la décision de la Cour, qui est contraignante pour la Fédération de Russie et dont elle ne saurait faire fi, l'Irlande appelle de nouveau la Fédération de Russie à honorer les obligations qui lui incombent en vertu du droit international et à mettre immédiatement fin à son agression, à retirer sans condition ses forces de l'ensemble du territoire ukrainien et à s'abstenir de toute nouvelle menace et de tout nouvel emploi de la force, quelle qu'elle soit, contre l'Ukraine ou tout autre État Membre.

Cela fait trois longues semaines que la diplomatie s'avère inefficace, trois longues semaines que le monde observe cette guerre avec effroi. Nous sommes pourtant convaincus que la paix est encore possible. Nous exhortons la Fédération de Russie à faire ce qu'il faut et à s'engager de bonne foi sur la voie diplomatique. Il n'est jamais trop tard pour faire le bon choix.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs pour remercier les intervenants de leurs exposés qui ne sont guère réjouissants.

Il y a trois semaines, la Russie a lancé une agression militaire contre l'Ukraine et envahi le pays. Depuis le début de la guerre, presque chaque seconde qui passe, un enfant ukrainien devient un réfugié. Plus de 3 millions de civils ont franchi la frontière pour se réfugier dans les pays voisins, et plus de 2 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de l'Ukraine. Ils fuient les horreurs de la guerre injuste et illégale déclenchée par

la Russie contre l'Ukraine, la puissance destructrice de l'une des plus grandes machines de guerre du monde, les bombardements russes de maisons, d'écoles et d'hôpitaux, et l'emploi sans discrimination par la Russie d'armes explosives et son utilisation déplorable d'armes à sous-munitions, des armes qui détruisent des villes, tuant des civils alors même qu'ils fuient ou se cachent. Les souffrances humaines sont inacceptables.

Nous encourageons les pays à maintenir leurs frontières ouvertes à toutes les personnes cherchant refuge en dehors de l'Ukraine, sans discrimination, et saluons la générosité des pays voisins et leur solidarité avec celles et ceux qui fuient la guerre.

Bon nombre des personnes qui fuient se trouvent dans une situation vulnérable, comme l'a dit le docteur Ghebreyesus. Elles sont exposées à la violence sexuelle et fondée sur le genre, à la traite et à d'autres formes d'exploitation. Des enfants et des adultes sont traumatisés et ont besoin d'un soutien mental et psychosocial. Nous encourageons les organisations humanitaires à donner la priorité à ces questions dans leurs interventions.

Les civils doivent être protégés en toutes circonstances, tout comme les travailleurs humanitaires et médicaux, qui doivent bénéficier d'un accès sûr, rapide et sans entrave aux personnes dans le besoin. La protection des civils et l'accès humanitaire ne sont pas une affaire de choix. Ce sont des obligations juridiques en vertu du droit international humanitaire, des obligations qui doivent être respectées. Les responsables des violations doivent répondre de leurs actes.

La guerre déclenchée par la Russie est source de désespoir et de souffrances et a des répercussions dans le monde entier. La Russie est responsable de la flambée des prix des denrées alimentaires et du risque accru d'insécurité alimentaire auxquels se heurtent aujourd'hui de nombreux pays. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ne fera qu'exacerber les crises humanitaires, les pertes en vies humaines et les catastrophes sur tous les continents.

La Russie, et la Russie seule, porte l'entière responsabilité de la guerre et de la crise humanitaire. La Russie doit cesser son agression militaire contre l'Ukraine. La Russie doit respecter l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice et suspendre immédiatement ses opérations militaires en Ukraine. Si elle se soucie des souffrances humanitaires que cette guerre provoque, la Russie doit mettre fin à sa guerre insensée et illégale.

Le projet de résolution russe n'a aucune crédibilité, il ne mettra pas un terme à la guerre et aux souffrances. Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général, selon lequel le dialogue politique, les négociations et la médiation sont la seule façon d'aller de l'avant. Nous avons besoin de véritables pourparlers qui se traduisent par des résultats concrets sur le terrain et qui associent toutes les parties. Les femmes doivent participer activement à l'ensemble des pourparlers, des négociations et des efforts de médiation. Pour le bien de l'humanité, cette guerre doit cesser.

**M. Tirumurti** (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo, le Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Raouf Mazou, et le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, de leurs exposés sur les conditions de sécurité et la situation humanitaire en Ukraine.

L'Inde demeure profondément préoccupée par la situation actuelle, qui s'est progressivement détériorée depuis le début des hostilités. Le conflit a entraîné la mort de civils, le déplacement de milliers de personnes à l'intérieur du pays, et l'exode de plus de 3 millions de réfugiés vers les pays voisins. La situation humanitaire s'est aggravée, notamment dans les zones de conflit.

Il est donc urgent de répondre aux besoins humanitaires des populations touchées. À cet égard, nous appuyons les initiatives prises par l'ONU et ses organismes, qui ont déployé tous les efforts possibles dans les plus brefs délais.

Nous espérons que la communauté internationale continuera de répondre aux besoins humanitaires du peuple ukrainien, notamment en apportant un appui généreux à l'appel éclair lancé par le Secrétaire général et au plan régional d'intervention pour les réfugiés ukrainiens.

Compte tenu de la situation humanitaire désastreuse en Ukraine, l'Inde a déjà envoyé plus de 90 tonnes de fournitures humanitaires à l'Ukraine et à ses voisins, dans le cadre des neuf livraisons d'aide humanitaire effectuées jusqu'à présent. Parmi ces fournitures figurent des médicaments et d'autres matériels de secours essentiels. Nous recensons actuellement les autres besoins de ce type et enverrons d'autres fournitures dans les jours à venir.

L'Inde a assuré le retour en toute sécurité d'environ 22 500 Indiens vivant en Ukraine. Nous avons également aidé des ressortissants de 18 autres pays dans ce processus. Nous apprécions vivement l'aide apportée par les autorités de l'Ukraine et des pays voisins pour faciliter leur retour en toute sécurité.

Je rappelle qu'il est important que l'action humanitaire soit toujours guidée par les principes de l'aide humanitaire, à savoir l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance. Ces mesures ne doivent pas être politisées.

Nous renouvelons notre appel à une cessation immédiate des hostilités dans toute l'Ukraine. Le Premier Ministre de notre pays l'a répété à maintes reprises, a lancé un appel en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et souligné qu'il n'y avait pas d'autre solution que la voie du dialogue et de la diplomatie.

Nous sommes prêts à continuer d'œuvrer à la réalisation de ces objectifs dans les prochains jours, en collaboration avec les membres du Conseil de sécurité et les parties. Nous soulignons de nouveau la nécessité de respecter la Charte des Nations Unies, le droit international et la souveraineté et l'intégrité territoriale des États.

**M<sup>me</sup> Hackman** (Ghana) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué cette séance et je remercie les intervenants des informations mises à jour qu'ils nous ont communiquées sur la situation en Ukraine. Je salue également la participation à la présente séance des représentants de la Pologne et de l'Ukraine.

Le Ghana appelle une fois de plus la Fédération de Russie à décréter un cessez-le-feu inconditionnel et immédiat et à retirer toutes ses forces qui ont envahi l'Ukraine de l'intérieur des frontières internationalement reconnues de ce pays. La cessation des hostilités est essentielle pour sauver des vies et prévenir d'autres conséquences dévastatrices pour le peuple ukrainien. Il est essentiel de prendre des mesures pour faire face à la situation humanitaire, qui continue de s'aggraver.

Nous demeurons profondément préoccupés par les escalades militaires et le recours disproportionné à des munitions non classiques pour bombarder des villes et des zones peuplées de civils en Ukraine, et nous sommes affligés par les traumatismes que cause cette situation, en particulier aux personnes âgées, aux femmes et aux enfants. Les parties au conflit doivent s'engager d'urgence à instaurer une pause humanitaire pour permettre l'évacuation et le passage en toute sécurité des civils

et faciliter l'acheminement de denrées alimentaires, de médicaments et d'autres services essentiels aux populations qui en ont cruellement besoin et aux personnes prises au piège dans les villes assiégées. Nous déplorons également les attaques contre des installations médicales et nous appelons à la protection des travailleurs humanitaires et du personnel médical. Nous exhortons les parties à honorer leurs engagements en vertu du droit international et du droit international humanitaire, en particulier les dispositions de la quatrième Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Nous continuons d'exhorter les parties à s'engager dans la voie de la diplomatie et du dialogue pour régler leurs préoccupations en matière de sécurité. Nous estimons que les bons offices du Secrétaire général doivent être mis à contribution pour faciliter le règlement pacifique du conflit.

Pour terminer, je tiens à souligner que l'intérêt supérieur et la sécurité du peuple ukrainien doivent être prioritaires et figurer au premier plan des mesures prises par le Conseil de sécurité et tous les autres acteurs internationaux.

**M. Nanga** (Gabon) : Je remercie M<sup>me</sup> DiCarlo, M. Tedros Adhanom Ghebreyesus et M. Raouf Mazou pour leurs exposés sur la situation humanitaire en Ukraine.

L'intensification des combats et l'exode massif des populations civiles qui en découle, la détérioration des conditions de vie et des conditions sanitaires de ceux qui décident de rester, et les risques de maladies liés à la rupture de la fourniture de services publics de base, sont autant de sujets de préoccupation. Nous exhortons à nouveau toutes les parties à respecter les dispositions du droit international humanitaire et à garantir le respect et la protection des populations, y compris des ressortissants africains, ainsi que des infrastructures civiles, du personnel médical et des travailleurs humanitaires. Nous réitérons l'urgence d'ouvrir des couloirs humanitaires sécurisés et appelons à l'arrêt immédiat des hostilités. Sauver des vies doit transcender toute considération politique.

Les parties au conflit doivent saisir toutes les possibilités qu'offre la diplomatie pour parvenir, par le dialogue, à un règlement négocié et éviter l'enlisement.

**M<sup>me</sup> Toroitich** (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants des exposés qu'ils ont présentés cet après-midi.

Le Kenya est gravement préoccupé par le fait qu'après trois semaines, le conflit armé en Ukraine se poursuit sans relâche. Les informations qui continuent de faire état de pertes en vies humaines, de déplacements et de familles séparées, notamment concernant des millions de réfugiés en l'espace d'à peine trois semaines, sont alarmantes. Le Kenya présente ses condoléances aux familles qui ont perdu des êtres chers dans le conflit et exprime sa solidarité à toutes les personnes touchées.

Nous félicitons les voisins de l'Ukraine d'avoir ouvert leurs frontières à des réfugiés de diverses nationalités et nous les exhortons à continuer de veiller à ce que les personnes en quête de protection soient protégées sans discrimination d'aucune sorte, notamment pour des motifs raciaux ou religieux.

Le Kenya condamne la prise pour cible et la destruction d'infrastructures et de biens de caractère civil, en particulier des bâtiments résidentiels, des hôpitaux et des abris. Les parties sont tenues de se conformer au droit international humanitaire. Nous rappelons au Conseil de sécurité que les civils, y compris les ressortissants étrangers en Ukraine, ne sont pas parties au conflit et ne doivent pas être pris pour cible. À cet égard, tous les acteurs, y compris les parties, doivent prendre en compte et privilégier la sécurité et les intérêts des civils, conformément au droit international humanitaire.

On ne saurait trop insister sur la nécessité impérieuse de veiller à ce que les passages humanitaires restent ouverts et fonctionnent en permanence. Nous estimons qu'il est urgent de trouver une solution humanitaire qui reflète l'unité et la détermination du Conseil de sécurité pour venir en aide au peuple ukrainien.

En fin de compte, le seul moyen de mettre fin à la crise est une cession immédiate et inconditionnelle de la campagne militaire. Nous demandons instamment aux parties d'y veiller pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire et ouvrir la voie à la diplomatie et à un dialogue constructif, notamment en tirant parti des bons offices du Secrétaire général, en vue de parvenir à une solution politique durable.

Nous soulignons qu'il est urgent de mettre fin à ce conflit armé. Ses répercussions sont déjà ressenties dans de nombreux pays confrontés à une augmentation des prix des produits alimentaires, des fertilisants, du pétrole et d'autres produits essentiels. Si elle n'est pas rapidement inversée, cette tendance, à laquelle s'ajoutent les effets des sanctions unilatérales, exacerbera les

vulnérabilités des États et alimentera les conflits en cours dans le monde entier, en particulier dans les pays du Sud.

Pour terminer, le Kenya réaffirme sa reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'Ukraine.

**M. de Almeida Filho** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et M. Raouf Mazou, Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de leurs exposés.

Alors que le conflit en Ukraine se prolonge, la grave situation humanitaire dans la région continue de se détériorer. Le Brésil est profondément préoccupé par l'augmentation du nombre de victimes civiles, notamment des enfants, ainsi que par l'afflux croissant de réfugiés et de personnes déplacées. Selon certaines estimations, environ 18 millions de personnes sont touchées par le conflit, dont plus de 6 millions de personnes déplacées, et près de 3 millions de personnes ont fui l'Ukraine. La destruction des infrastructures est à l'origine de pénuries alimentaires et de coupures d'électricité et fait que les communications sont irrégulières.

Dans ces circonstances, les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées. L'accès aux installations médicales est limité. Les fournitures médicales commencent à manquer, leur distribution est incertaine et certains stocks sont hors de portée en raison des opérations militaires. Les hôpitaux et le personnel médical ont du mal à fournir des soins aux malades et aux blessés. En réponse aux besoins d'aide humanitaire les plus pressants, le Gouvernement brésilien a envoyé la semaine dernière une donation constituée de purificateurs d'eau, d'environ 9 tonnes de vivres et de 500 kilos d'article médicaux, soit un total d'à peu près 20 000 articles donnés par le Ministère brésilien de la santé. Avec l'appui de l'ambassade du Brésil à Varsovie, les fournitures ont atterri dans la capitale et ont été acheminées en Ukraine en coordination avec les autorités du pays.

La communauté internationale doit venir au secours des personnes qui en ont le plus besoin, non seulement celles qui sont directement touchées par les hostilités sur le territoire ukrainien, mais aussi les réfugiés dans les pays voisins. Nous saluons l'Organisation

mondiale de la Santé pour son action visant à garantir la livraison de fournitures de santé en Ukraine et dans les pays voisins. La disponibilité de personnel médical, de médicaments et de matériel de santé est cruciale pour répondre aux besoins urgents des malades et des blessés. Actuellement, le système de santé de l'Ukraine subit une pression intense pour donner suite aux demandes d'assistance des nombreuses victimes du conflit.

Il est affligeant de savoir qu'au 12 mars, l'Organisation mondiale de la Santé avait confirmé 31 attaques contre des installations médicales en Ukraine, qui ont fait des dizaines de morts et de blessés, y compris parmi les travailleurs sanitaires. Les attaques contre les installations médicales sont particulièrement préoccupantes, dans la mesure où elles privent les gens de services vitaux. Les attaques contre les infrastructures de santé sont des violations du droit international humanitaire.

Nous réaffirmons notre position que la cessation immédiate des hostilités en Ukraine est la principale condition à remplir pour que les civils puissent passer des zones de conflit à des endroits sûrs. En outre, seul un cessez-le-feu global et effectif peut garantir un accès rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire aux populations dans le besoin.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous avons bien écouté les intervenants. Nous partageons les préoccupations exprimées par l'ONU au sujet de la crise humanitaire en cours dans plusieurs régions de l'Ukraine. Nos collègues du Conseil appellent également l'attention, à raison, sur cette crise. Cependant, la différence tient au fait que les évaluations de certains États, principalement occidentaux, sont basées, hormis pour la situation des réfugiés, sur la campagne de désinformation qui est alimentée depuis que la Russie a débuté son opération militaire spéciale en Ukraine, et qui ne cesse de s'amplifier. Aujourd'hui, nous avons entendu nos collègues occidentaux formuler diverses allégations de ce genre. Ces accusations contre la Russie sont déjà devenues proverbiales – le bombardement de la maternité de Marioupol, le bombardement du théâtre de Marioupol, le blocage des réfugiés à la frontière, le bombardement de la mosquée Sultan Souleiman de Marioupol, les tirs à l'arme automatique sur une file d'attente à Tchernigov. Toutes ces fausses informations ont été démenties à de multiples reprises.

À ma collègue américaine qui a fait référence au Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), lequel aurait dit que la Russie avait bombardé 33 hôpitaux, je me dois de l'informer que le

Directeur général n'a jamais rien dit de tel – qu'on le lui demande. Pour autant que nous sachions, ce n'est pas l'OMS qui attribue les responsabilités pour les frappes effectuées contre des installations médicales. En parlant d'attribution, et de qui devrait être jugé coupable d'avoir réduit en ruines des installations médicales en Ukraine, nous avons beaucoup de questions à ce propos. Nous y reviendrons.

Les informations concernant les tirs contre une file d'attente à Tchernigov ont déjà été réfutées, étant donné qu'il n'y a pas de militaires russes à Tchernigov. Il s'agit très probablement d'une nouvelle conséquence de la distribution incontrôlée d'armes à feu à qui en veut en Ukraine. En plus des autres types d'armement, 25 000 armes automatiques ont été distribuées.

S'agissant de la mosquée de Marioupol, le Président de sa fondation a démenti les informations indiquant que les forces russes auraient bombardé la mosquée turque alors que 80 civils se trouvaient à l'intérieur. Je ne suis donc pas sûr de savoir qui va entrer dans le *Livre Guinness* à la catégorie « cynisme », mais en revanche je sais très bien qui va y entrer pour avoir cité un nombre record de fausses informations au cours d'une seule et même séance du Conseil de sécurité.

La situation à Marioupol et alentour en est venue à symboliser le travail de cette « usine occidentale et ukrainienne à fausses informations » qui tourne à plein régime. Pour ceux qui ne le savent pas, je vais expliquer pourquoi cette ville est particulière. Durant les événements de 2014-2015, à l'époque où l'armée ukrainienne envoyait des avions et des chars pour s'occuper de la population de l'est de l'Ukraine qui ne voyait pas les nouvelles autorités d'un bon œil, Marioupol était l'un des centres de la résistance en République populaire de Donetsk. Sa population a soutenu presque unanimement l'indépendance de la République, lors du référendum, et elle s'est activement élevée contre le régime nationaliste de Kiev. Les nationalistes ukrainiens ne le lui ont pas pardonné. Après avoir baigné la ville dans le sang, ils l'ont transformée en quartier général et en place forte pour des bataillons nazis volontaires, au premier rang desquels les bataillons Azov et Secteur droit.

L'aéroport de Marioupol est l'endroit où se trouvaient les tristement célèbres salles de torture, avec tous les attributs nécessaires : cadavres des victimes jetés dehors, cellules d'isolement et tronçonneuses. Ce n'est pas le Moyen-Âge, c'est le néonazisme. Voilà pourquoi les radicaux ukrainiens s'accrochent à cette ville.

Premièrement, elle renferme des preuves abondantes de leurs crimes et, deuxièmement, ils réalisent qu'ils devront répondre de leurs actes.

C'est la raison pour laquelle ils sont prêts à conduire pratiquement toute la population de Marioupol à la tombe. Ils font ce qu'ont fait les nazis quand Berlin était assiégée en 1945 : garder des civils comme boucliers humains, ne pas les laisser partir et positionner des armes lourdes juste à côté de bâtiments résidentiels, en violation du droit international humanitaire. Malheureusement, ni nos partenaires occidentaux ni les représentants du Secrétariat ne veulent le voir. Néanmoins, la vérité est dure à cacher. À cet égard, nous signalons la déclaration du Comité international de la Croix-Rouge, qui a mis ces faits en lumière.

Dans cette situation, il n'est pas très surprenant que Marioupol occupe presque le haut du tableau pour ce qui est du nombre et de la sophistication des fausses informations, dont la production est à présent la principale activité de Kiev. Je vais citer trois exemples particulièrement choquants.

Le premier concerne la maternité de l'hôpital de Marioupol, qui aurait été touchée par un missile russe. Je ne vais pas entrer dans les détails maintenant, car nous en avons déjà parlé. Nous avons communiqué des renseignements sur la question dans une lettre adressée au Secrétaire général.

Nous peinons à nous expliquer pourquoi nos collègues ont préféré ne pas entendre quand nous les avons avertis que la maternité avait été transformée en poste de tir par les nationalistes ukrainiens, ni tenir compte des preuves irréfutables que la séance photo, organisée là-bas dans la plus pure tradition des Casques blancs, avait été montée de toutes pièces. Ils font fi également de l'avis d'experts en balistique de renom, qui affirment que le bâtiment n'a pas fait l'objet d'une frappe mais qu'il y a eu une explosion à l'intérieur.

La deuxième fausse information a été mentionnée aujourd'hui par nos collègues occidentaux, à savoir que la Russie aurait frappé le théâtre de Marioupol, où plus d'un millier de personnes avaient trouvé refuge. En fait, le 13 mars, des informations publiques fournies par des habitants de Marioupol qui avaient miraculeusement réussi à s'échapper de la ville étaient déjà largement

disponibles. Ils y déclaraient que le bataillon Azov retenait un très grand nombre de personnes en otage dans le bâtiment et se préparait à un acte de provocation sanglant. Nous ne sommes pas surpris que le mot « enfants » ait été écrit sur le sol devant le bâtiment.

Les forces armées russes avaient été informées de la situation et, d'ailleurs, le bâtiment qui abrite le théâtre n'a jamais été considéré comme la cible d'une éventuelle frappe. Cependant, les journalistes occidentaux sont prompts à communiquer certaines informations sur ce genre de provocations. C'est devenu une caractéristique tragique des provocations en Ukraine, car elles couvrent les abus commis par les bataillons nationalistes et les forces armées ukrainiennes.

Suite aux efforts de propagande déployés par l'Occident pour faire diffuser dans les médias du monde entier l'image d'un homme ayant perdu sa femme à cause d'une frappe ukrainienne menée au moyen d'un missile Tochka-U bourré d'armes à sous-munitions dans le centre de Donetsk, qui a été présentée comme un incident survenu à Kiev, il est très difficile pour nous de demander aux membres d'être objectifs dans leurs évaluations. Une fois encore, je voudrais rappeler qu'aucun des membres présents pas plus que les médias occidentaux n'ont mentionné la tragédie de Donetsk, qui a entraîné la mort de 20 civils.

La troisième fausse information est que la Russie serait en train de forcer les habitants de Marioupol et d'autres villes ukrainiennes à se réfugier en Russie et que, par conséquent, seuls des couloirs humanitaires vers l'Ukraine devraient être ouverts. C'est un mensonge éhonté. Depuis le début de l'opération militaire spéciale, le numéro d'urgence du Ministère russe de la défense a reçu plus de 2,5 millions de demandes d'évacuation vers la Russie. Malheureusement, nous devons souligner que nous n'avons pas été en mesure d'évacuer tout le monde jusqu'à présent, parce que les autorités ukrainiennes empêchent les gens de partir.

Néanmoins, rien qu'au cours des dernières 24 heures, nous avons réussi à évacuer de Marioupol, que nous avons enfin pu débloquent, plus de 31 000 civils, dont 89 ressortissants étrangers, parmi lesquels se trouvaient 71 membres du personnel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, neuf ressortissants grecs et neuf ressortissants pakistanais. Sur les 31 000 personnes évacuées, seules 36 sont allées dans les territoires contrôlés par Kiev dans la région de Dniepropetrovsk. Les autres ont opté pour la Russie et les régions de Zaporojie et de Kherson, sous

le contrôle des forces armées russes, et ont catégoriquement refusé de se rendre dans les territoires sous le contrôle de Kiev.

Toute l'opération humanitaire a été menée par les forces de la République populaire de Donetsk et les forces armées russes, sans aucune participation de la partie ukrainienne. Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le fait qu'il y a un embouteillage de 10 kilomètres à la sortie de Marioupol en direction de Berdiansk et Melitopol, libérées des nazis ukrainiens. Jusqu'à ce que les forces russes entrent dans la ville, on ne voyait pas cela. Ce n'est pas surprenant, car les nazis se servaient des civils pacifiques comme boucliers humains. Ceux qui se sont échappés de Marioupol ont décrit les atrocités et les crimes commis par les bataillons de la défense territoriale et les mauvais traitements infligés aux personnes âgées, aux femmes et aux enfants. Toutes ces personnes bénéficient désormais d'une assistance médicale et psychologique. La situation dans d'autres régions est différente.

Hier, nous avons pleinement respecté le « régime de silence » le long des couloirs humanitaires, proposés par la partie ukrainienne, en direction de Kiev, Zaporojie, Jitomir, Soumy, Kharkov et Poltava. Cela a été confirmé à plusieurs reprises par des moyens de contrôle objectifs, notamment par l'utilisation de drones.

En ce qui concerne la question des couloirs humanitaires vers la Russie, les néonazis ont refusé de laisser partir des gens et les ont menacés. Ceux qui ont réussi à passer se sont fait sauvagement tirer dessus. Hier, dans la direction de Kharkov, une fois de plus, un convoi de bus, transportant des réfugiés, a été mitraillé alors qu'il avançait le long du couloir humanitaire vers la Russie. En conséquence, quatre personnes sont mortes et d'autres ont été blessées.

Malgré tous les défis et les obstacles, sur la seule journée d'hier, sans la participation de Kiev, nous avons réussi à évacuer 12 440 personnes des zones dangereuses, dont 2 242 enfants. Au total, depuis le début de l'opération militaire spéciale, 271 231 personnes, dont 58 422 enfants, ont déjà été évacuées vers la Russie, à bord notamment de 31 000 voitures particulières. Nous sommes prêts à accueillir encore plus de personnes.

Nous disposons de plus de 9 500 points d'hébergement temporaire en Fédération de Russie. Dans les territoires qui ont été libérés, nous créons les conditions nécessaires pour que les personnes qui le souhaitent puissent recevoir une aide humanitaire qui,

dans de nombreux endroits, reste le seul moyen de survie possible. Les médicaments, les vêtements et la nourriture reçus des organisations internationales, en particulier du Comité international de la Croix-Rouge, sont revendus par les maires des villes ukrainiennes à des entrepreneurs locaux. Cette pratique a été confirmée à Jitomir, Ivano-Frankovsk, Vinnitsa, Rovno, Loutsk, Dubno, Vladimir-Volynsky et Lvov.

Quelque 6910 ressortissants étrangers de 22 pays sont retenus en otage par les bataillons de défense territoriale. En outre, les équipages de 70 navires étrangers sont bloqués dans les ports maritimes d'Ukraine en raison de la menace élevée de mines posée par les autorités de Kiev dans leurs eaux intérieures et territoriales, et en raison d'éventuelles provocations des forces armées ukrainiennes depuis la côte.

Nous continuons à envoyer de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin en Ukraine. La ville de Marioupol a reçu à elle seule plus de 450 tonnes de nourriture, de médicaments et de produits de première nécessité. Au total, depuis le 2 mars, le Ministère des situations d'urgence et le Ministère russe de la défense ont fourni environ 3 000 tonnes d'aide humanitaire ainsi que des matériaux de construction à plusieurs régions de l'Ukraine, dont le Donbass. Un autre problème est que, dans plusieurs cas, les administrations locales menacent de sanctionner ceux qui acceptent l'aide humanitaire russe. Chaque jour, les capitales occidentales annoncent avoir fourni à Kiev des armes de toutes sortes.

Hier, Washington a annoncé que, cette semaine, l'Ukraine recevrait une aide à la défense de 1 milliard de dollars. Cela alimente le conflit. Le type de tragédie qui résulte de la distribution sans discernement d'armes légères à qui en veut est assez clair. Je me demande si les électeurs et contribuables occidentaux sont conscients du risque que de telles armes, notamment les systèmes portables de défense antiaérienne, se retrouvent entre les mains de groupes terroristes en Europe. Ne comprennent-ils pas combien il est dangereux d'alimenter la situation en Ukraine et combien c'est dangereux pour leur propre sécurité ? Tout le monde a entendu parler du drone bourré d'explosifs en provenance d'Ukraine qui s'est écrasé en Croatie. Il a survolé plusieurs pays, de la partie la plus occidentale de l'Ukraine à Zagreb, soit plus de 700 kilomètres, sans être détecté.

Nous constatons avec regret que l'Ukraine a toujours été un pion dans la lutte géopolitique contre la Russie, et qu'elle le reste. Les politiciens occidentaux

se moquent éperdument de la population du Donbass, y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées, qui souffrent et meurent depuis des années sous les bombardements ukrainiens. Si cela n'avait pas été le cas, nous n'aurions pas à gérer ce tollé sordide concernant le projet de résolution humanitaire sur l'Ukraine. Dès que la France et le Mexique ont travaillé sur le texte, celui-ci a cessé d'être un texte humanitaire pour devenir un texte truffé de dispositions politiques qui n'ont rien à voir avec les aspects humanitaires. Nos collègues occidentaux ont clairement fait savoir que les États occidentaux n'ont pas besoin d'un texte sans ces formulations. Ils cherchent à avoir un document antirusse. Pour y parvenir, ils sont prêts à le faire passer du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale tout en faisant abstraction du fait qu'un tel projet n'apportera rien aux humanitaires.

C'est pourquoi la Russie a déposé un autre projet de résolution (S/2022/231), qui contient tout ce dont les humanitaires ont besoin. Ce qu'il ne contient pas, ce sont des dispositions politiques. Aucune des résolutions humanitaires du Conseil de sécurité n'en contient. Tous les Membres de l'ONU peuvent se porter coauteurs du document. On nous dit cependant que le projet de résolution humanitaire russe ne satisfait pas l'Occident. Cette approche trahit les véritables objectifs des auteurs du projet de résolution initial, prétendument humanitaire. Voilà un exemple de véritable hypocrisie et de pur cynisme.

Je voudrais donner un autre exemple de cynisme. Des collègues de diverses délégations nous contactent pour se plaindre de la pression incessante dont ils font l'objet de la part des partenaires occidentaux, qui vont jusqu'à recourir au chantage économique et aux menaces. Les États-Unis et l'Albanie ont fait circuler une lettre dans laquelle ils demandent aux Membres de l'ONU de ne pas se porter coauteurs de notre projet de résolution.

Nous sommes conscients qu'il est difficile de résister à cette pression. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas demander un vote sur notre projet de résolution à ce stade. Cependant, nous ne le retirons pas pour autant. Nous avons demandé à la place une séance d'urgence du Conseil demain matin pour discuter à nouveau de la question des laboratoires biologiques américains en Ukraine, en tenant compte des nouveaux documents que nous avons découverts au cours de l'opération militaire spéciale. Nous allons immédiatement envoyer une lettre à la présidence émirienne à ce sujet.

**M. Zhang Jun** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> DiCarlo, le Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, M. Mazou, et le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), M. Ghebreyesus.

La Chine est profondément préoccupée par l'aggravation de la situation humanitaire en Ukraine, et attristée par l'augmentation signalée du nombre de victimes civiles et de réfugiés. La tâche à laquelle nous devons nous atteler d'urgence, désormais, c'est d'appeler toutes les parties à la plus grande retenue et d'assurer la sûreté et la sécurité de tous les civils, y compris les femmes et les enfants, et de répondre à leurs besoins humanitaires essentiels, afin d'éviter une crise humanitaire de plus grande ampleur.

La Chine appuie les efforts déployés par les parties concernées pour maintenir la communication, assurer des couloirs humanitaires sûrs et sans entrave et continuer à faciliter l'évacuation des personnes et la fourniture de l'assistance humanitaire. Le nombre de réfugiés et de déplacés du fait du conflit continue d'augmenter, ce qui a des répercussions considérables sur l'Ukraine et sur les pays voisins. La Chine appuie le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'OMS, entre autres, qui mènent activement des opérations et mobilisent la communauté internationale pour aider toutes les personnes qui en ont besoin.

Récemment, certaines personnes d'ascendance africaine ou moyen-orientale ont rencontré des difficultés lors de leur évacuation. Ce problème doit être pris au sérieux et traité comme il se doit. Tous les réfugiés, quelle que soit leur couleur de peau, leur race ou leur religion, doivent bénéficier de la protection nécessaire en vertu du droit international des réfugiés.

La Chine suit avec beaucoup d'attention la situation humanitaire en Ukraine et a présenté une proposition en six points. La Société nationale de la Croix-Rouge chinoise a envoyé à l'Ukraine trois lots de fournitures humanitaires, le troisième contenant du lait en poudre et des couvertures pour les enfants, afin d'aider spécifiquement la Société nationale de la Croix-Rouge ukrainienne à porter secours aux enfants déplacés par le conflit.

Nous saluons toute initiative ou mesure prise par toute partie qui contribue à atténuer ou à régler la crise humanitaire en Ukraine. Le Conseil de sécurité ayant

la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, il doit jouer un rôle positif dans l'amélioration de la situation humanitaire en Ukraine. La Chine espère que le Conseil pourra rester uni sur la question humanitaire et faire preuve d'une attitude constructive.

La communauté internationale aspire collectivement à un cessez-le-feu à une date rapprochée afin d'améliorer la situation sur le terrain et d'éviter des victimes civiles. C'est également l'attente de la Chine. À ce jour, la Russie et l'Ukraine ont tenu quatre cycles de négociation. Le maintien des négociations signifie qu'un cessez-le-feu est possible, et qu'un avenir pacifique est possible. La Chine reste déterminée à promouvoir la paix par la négociation. Nous appuyons l'ONU et les parties concernées dans l'exercice dynamique de leurs bons offices. Nous espérons également que toutes les parties feront davantage pour contribuer au succès des pourparlers de paix et s'abstiendront de jeter de l'huile sur le feu.

Les faits ont prouvé que loin de régler les problèmes, le recours inconsidéré aux sanctions en créera de nouveaux. Compte tenu de la lenteur de la reprise de l'économie mondiale, la constante surenchère des sanctions compromet la stabilité de la chaîne industrielle et de la chaîne d'approvisionnement mondiales, exacerbant ainsi les crises alimentaire et énergétique, portant atteinte aux moyens de subsistance des populations dans tous les pays, en particulier les pays en développement, et entraînant de nouvelles conséquences humanitaires. C'est également une question à laquelle le Conseil de sécurité doit prêter attention lorsqu'il se penche sur la situation humanitaire en Ukraine.

**M. de la Fuente Ramírez** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> DiCarlo, le Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, M. Mazou, et le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), M. Ghebreyesus.

Trois semaines se sont écoulées depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, et le bilan est vraiment catastrophique. Nous avons entendu les chiffres terribles : plus de 3 millions de réfugiés et quelque 1,8 million de déplacés. Ces chiffres sont exorbitants, surtout si l'on se rappelle qu'il y a exactement un mois, nous étions assis dans cette même salle pour évaluer la mise en œuvre des Accords de Minsk, et qu'à cette

séance, on nous avait dit, soit dit en passant, que ce qui se passait sur le terrain n'était rien d'autre que des exercices militaires (voir S/PV.8968). Quelle est alors la perspective humanitaire si le schéma qui a prévalu jusqu'à présent perdure ?

Je tiens tout d'abord à saluer la solidarité de tous les pays qui ont accueilli des réfugiés, en particulier ceux qui en ont accueilli le plus grand nombre. Mais les besoins des personnes qui n'ont pas pu quitter le pays ou qui n'ont pas pu être évacuées des zones urbaines assiégées ont augmenté et continueront à augmenter, en particulier ceux des personnes qui n'ont pas accès aux services de base tels que l'eau potable, les denrées alimentaires et les médicaments. C'est pourquoi il est impératif de garantir un accès sûr et sans entrave aux personnels humanitaire et sanitaire, qui seuls peuvent fournir ces services de base à la population civile.

Comme nous l'avons entendu, l'Organisation mondiale de la Santé a recensé 43 attaques contre des installations médicales en Ukraine. Il est incontestable qu'attaquer les installations de santé est expressément proscrit par le droit international humanitaire. Il est donc urgent de garantir le respect des plus de 300 installations médicales situées le long ou à l'intérieur des lignes de conflit.

Nous condamnons également le fait que le personnel de santé, ses moyens de transport et les équipements dont il a besoin pour travailler soient pris pour cible. Les conséquences à court et long terme de ces actions sur la population civile et sur les systèmes de santé peuvent en effet être irréversibles et sont donc inadmissibles. Nous appelons de nouveau à respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité : la résolution 2286 (2016), qui comprend des références spécifiques à la protection du personnel médical et humanitaire, et la résolution 2573 (2021), consacrée aux biens de caractère civil considérés comme indispensables.

L'ordonnance rendue hier par la Cour internationale de Justice, qui ordonne la suspension immédiate des opérations militaires commencées le 24 février, va dans le même sens. Comme nous l'avons déclaré à maintes reprises au Conseil, le postulat de base pour l'aide humanitaire est la cessation des hostilités.

C'est pourquoi, même si l'ONU et les différents acteurs humanitaires concentrent leurs efforts sur l'aide urgente dont la population a besoin, il convient également de rappeler que la seule solution à ce conflit passe par le dialogue et la diplomatie. Nous prenons acte des

initiatives en cours, notamment la récente réunion dans le cadre du Forum d'Antalya pour la diplomatie. Les tentatives sincères de négociation, quelles qu'elles soient, doivent être saluées.

Nous regrettons donc que, malgré les efforts sincères et de bonne foi que nous déployons activement depuis deux semaines aux côtés de la France et d'autres États, dont nous apprécions vivement la participation constructive, il n'ait toujours pas été possible pour le Conseil d'appeler sans équivoque à une cessation des hostilités. Un appel du Conseil dans ce sens représenterait le plus important appui humanitaire que la population civile d'Ukraine puisse recevoir.

**Le Président** (*parle en arabe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant des Émirats arabes unis.

Je remercie M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, M. Raouf Mazou et le docteur Tedros Ghebreyesus de leurs exposés complets.

Ce que nous avons entendu aujourd'hui traduit la nette détérioration de la situation humanitaire en Ukraine en raison de la poursuite du conflit. Le nombre de réfugiés augmente à un rythme alarmant. Dans toute l'Ukraine, les civils continuent de souffrir en raison des obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment les denrées alimentaires, le matériel médical et d'autres articles essentiels. Dans le même temps, les dommages causés aux infrastructures civiles sont voués à aggraver la situation humanitaire dans les grandes villes ukrainiennes, en particulier à Marioupol. Dans ce contexte, mon pays souhaite insister principalement sur quatre points.

Premièrement, nous voyons d'un œil positif les négociations en cours entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. Nous espérons que ces négociations ouvriront la voie à un apaisement qui permettra aux organisations humanitaires d'accomplir leurs tâches et de répondre aux besoins des civils. Dans ce contexte, il est urgent de prendre des mesures concrètes pour désamorcer la situation sur le terrain et instaurer la confiance entre les deux parties, notamment en concluant des accords propres à permettre aux organisations humanitaires d'acheminer l'aide en toute sécurité à ceux qui en ont besoin, d'établir des couloirs par lesquels les civils puissent évacuer, et de parvenir à un accord qui garantisse leur protection.

Deuxièmement, mon pays apprécie à sa juste valeur le rôle crucial que jouent les pays voisins, notamment la Pologne, la Roumanie et la République

de Moldova, ainsi que d'autres, pour répondre à la crise humanitaire en accueillant des réfugiés et en leur permettant de bénéficier de leurs systèmes de protection sociale. Dans le même temps, et d'après nos expériences au Moyen-Orient, nous savons qu'il importe d'aider ces pays à prendre intégralement en charge les réfugiés, d'autant qu'une prolongation du conflit se traduira par des vagues successives de déplacés.

Troisièmement, en parallèle des cycles de négociation en cours, mon pays insiste sur l'importance de respecter le droit international, en particulier le droit international humanitaire, dont les violations menacent non seulement les droits des civils mais aussi l'ordre international. À cet égard, nous appelons de nouveau toutes les parties concernées à respecter leurs obligations internationales et à cesser de prendre les populations et infrastructures civiles pour cible.

Enfin quatrièmement, les Émirats arabes unis estiment que la réponse du Conseil à la crise humanitaire qui résulte du conflit en Ukraine doit privilégier une action humanitaire pragmatique et concrète, en concertation avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d'autres acteurs humanitaires compétents. Nous soulignons qu'une solution à la crise ne pourra être obtenue qu'en intensifiant les efforts diplomatiques, en cessant immédiatement les hostilités dans toute l'Ukraine et en recherchant une paix durable propre à préserver l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, en plus de renforcer la sécurité et la stabilité régionales et internationales.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

La représentante des États-Unis a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : J'ai eu un instant de satisfaction en apprenant que les Russes abandonnaient l'idée de mettre aux voix leur projet ubuesque de résolution humanitaire (S/2022/231), qui était voué à l'échec. Nous savons que si la Russie se souciait vraiment de la crise humanitaire, qu'elle a elle-même créée, elle pourrait simplement cesser ses attaques contre le peuple ukrainien. Au lieu de cela, elle veut convoquer une nouvelle séance du Conseil de sécurité afin de profiter du Conseil pour y diffuser sa désinformation et y promouvoir sa propagande.

N'oublions pas que la Russie est l'agresseur dans le cas présent. C'est elle qui crée le prétexte aux attaques contre son propre peuple, et nous ne pouvons pas nous

laisser duper par ses efforts dans ce contexte. Ses troupes sont en Ukraine. Elle tue des gens en Ukraine. Voilà pourquoi nous sommes réunis aujourd'hui. Ce n'est pas pour nous soucier de sa propagande.

**Le Président** (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

**M. Kyslytsya** (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je salue la Secrétaire générale adjointe DiCarlo, le Directeur général Ghebreyesus et le Haut-Commissaire assistant chargé des opérations Mazou. Je reconnais également le représentant de l'État agresseur, qui est assis dans le siège permanent de l'Union soviétique.

Je souhaite commencer par une citation :

« L'opération se déroule comme prévu et conformément aux plans approuvés précédemment. »

Poutine a dit cela hier, trois semaines après le début de l'invasion non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie.

Au fil de ces semaines, la communauté internationale s'est demandé pourquoi. Pourquoi la Fédération de Russie a-t-elle décidé d'imiter le Troisième Reich nazi en attaquant un pays voisin pacifique et en plongeant la région dans une guerre ? Quelles en sont les raisons et quel est son plan ? Hier nous avons eu la réponse : tuer des enfants ukrainiens – 108 âmes innocentes à ce jour. « Comme prévu ... conformément aux plans approuvés précédemment », selon Poutine.

Les enfants sont délibérément pris pour cible, au vu du bombardement qui a touché hier le Théâtre d'art dramatique de Marioupol – qui servait d'abri à des centaines de résidents locaux, dont une majorité de femmes et d'enfants. Alors que le mot « enfants » était peint en grosses lettres sur la route des deux côtés du bâtiment et qu'il était clairement visible, des pilotes russes ont largué une bombe aérienne. Le bâtiment a été totalement endommagé, mais heureusement, l'abri a tenu. Il n'est pas devenu un autre charnier de plus, comme le plan de Poutine, approuvé précédemment, l'avait probablement envisagé.

Bien sûr, le plan de Poutine ne se limite pas au meurtre d'enfants. Tous les civils ukrainiens et les citoyens étrangers sont menacés. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a recensé 726 assassinats avérés de civils, tout en estimant que le nombre réel était beaucoup plus élevé.

C'est en effet le cas. Hier encore, dans la ville de Tchernihiv, 53 résidents civils ont été tués par des bombes et des obus russes. Le même jour à Merefá, dans la région de Kharkiv, 21 personnes ont été tuées à la suite d'un bombardement russe qui a détruit l'école locale et des immeubles résidentiels.

Le plan vise également à raser des villes ukrainiennes – Kharkiv, Soumy, Volnovakha, Okhtyrka, Izioum et Marioupol – la douleur pour l'Ukraine et le monde entier et une honte éternelle pour la Russie. Il a été confirmé qu'il y avait près de 2 400 victimes parmi les civils. Quatre-vingt-dix pour cent des infrastructures de la ville ont été détruits. Les troupes russes ont saisi un des hôpitaux, y ont rassemblé 400 civils et ont transformé ce bâtiment en un poste militaire, se cachant derrière les civils qu'ils ont utilisés comme bouclier humain. « La souffrance à Marioupol ne doit pas devenir l'avenir de l'Ukraine. » Ces paroles ont été prononcées par Peter Maurer, Président du Comité international de la Croix-Rouge, qui est actuellement en Ukraine.

Le plan de Poutine consiste à violer les accords concernant le cessez-le-feu et le passage en toute sécurité des populations civiles qui quittent les territoires temporairement occupés. Hier, les militaires russes ont bombardé un convoi de véhicules civils qui se rendaient de Marioupol à Zaporijia. Cinq personnes ont été tuées et de nombreuses personnes, dont des enfants, ont été blessées.

Le plan, approuvé précédemment, consiste à terroriser les résidents locaux qui restent dans les territoires saisis par l'armée russe. Les petits villages où sont logés les soldats russes sont ceux qui souffrent le plus. Les Russes entrent de force dans les maisons, jettent les gens dans la rue et prennent leur nourriture. Des témoins oculaires ont signalé des actes de torture, des enlèvements de représentants locaux et même des exécutions extrajudiciaires dans tous les territoires occupés. Forcer les Ukrainiens à fuir leurs maisons en tant que réfugiés fait également partie de ce plan de type Barbarossa. Près de 3,2 millions de réfugiés ont quitté l'Ukraine à ce jour.

Sur fond d'une situation humanitaire qui ne cesse de s'aggraver, la Russie a osé présenter le projet de résolution humanitaire S/2022/231. Un appel lancé par un tueur en série aux Membres de l'ONU pour qu'ils se portent coauteurs de cette odieuse hypocrisie est choquant. Ils devraient réfléchir à deux fois avant de plonger dans le sang des enfants et des adultes exécutés

par l'armée russe en Ukraine. Je vais citer Saint Patrick à cet égard : « Ne confiez jamais à un chien la garde de votre nourriture ».

Dans le même temps, il ne fait aucun doute que l'ONU doit intervenir d'urgence sur le plan humanitaire, et j'encourage toutes les nations responsables à soutenir les efforts déployés par l'Assemblée générale dans ce sens. J'encourage également tout le monde à rejoindre le groupe des amis du principe de responsabilité à la suite de l'agression lancée contre l'Ukraine, qui a été fondé par l'Albanie, la Colombie, le Danemark, les Îles Marshall, les Pays-Bas et l'Ukraine. Ce groupe servira aux États Membres de l'ONU de cadre d'examen et de promotion des mesures d'établissement des responsabilités en Ukraine à la suite de l'agression militaire russe.

Hier, la Cour internationale de Justice a rendu son ordonnance sur la demande en indication de mesures conservatoires en l'affaire relative à des *Allégations de génocide au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* (Ukraine c. Fédération de Russie). La Cour a ordonné à la Fédération de Russie de suspendre immédiatement les opérations militaires qu'elle a commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine.

Bien que cette ordonnance soit contraignante pour la Russie en vertu de la Charte des Nations Unies, aujourd'hui le Kremlin l'a ignorée ouvertement et de manière flagrante, affirmant qu'il ne « peut tenir compte de cette ordonnance » parce qu'il n'existe pas « d'accord entre les parties ». Cela doit-il nous surprendre ? Je ne le pense pas, car depuis ses débuts à l'ONU, la Russie a agi contrairement à la Charte des Nations Unies. C'était le cas lorsque la Russie a été autorisée à occuper le siège soviétique à l'ONU et au Conseil de sécurité. C'était le cas en Géorgie et en Syrie, ainsi qu'en Crimée et dans le Donbass, qui appartiennent à l'Ukraine, en 2014.

J'encourage les membres du Conseil de sécurité à faire leur devoir, conformément au paragraphe 2 de l'Article 94 de la Charte des Nations Unies, et à recommander ou décider des mesures à prendre face au non-respect par la Russie de ses obligations découlant de la décision rendue par la Cour.

Le stress traumatique de l'agresseur est une forme de trouble de stress post-traumatique. Ses symptômes touchent des personnes qui ont contribué à causer des traumatismes. Les personnes touchées par ce trouble peuvent jouer divers rôles, ceux de soldats ou de bourreaux en particulier, où il est attendu d'elles qu'elles

causent des traumatismes, notamment la mort, mais peut-on également les retrouver parmi les diplomates, en particulier ici à l'ONU, et plus particulièrement ici au Conseil de sécurité ?

Par rapport au trouble de stress post-traumatique que l'on connaît et comprend mieux, les personnes atteintes du stress traumatique de l'agresseur présentent des symptômes différents et plus graves.

Le cas de l'agression militaire russe contre l'Ukraine et des atrocités massives perpétrées par l'armée russe, ordonnées par Poutine et défendues par les diplomates russes, sera examiné par des universitaires et des scientifiques, notamment du point de vue de la sociologie, de l'histoire, de la philosophie, de la psychiatrie et de la théologie.

Aujourd'hui, toutefois, je voudrais citer un extrait de *Into the Abyss*, un documentaire sur les bourreaux qui exécutent la peine de mort. Un gardien s'est mis à pleurer et à trembler de façon incontrôlable lorsque « les yeux de tous les détenus qu'il avait exécutés lui sont soudain apparus ».

L'Ambassadeur russe voit-il apparaître les yeux des enfants, des femmes et des personnes âgées ukrainiens tués par les Russes ? Si c'est le cas, nous pourrions envisager de parrainer une décision pour l'aider à gérer son stress traumatique de l'agresseur. Mais pour l'heure, je lui demande de faire preuve d'un peu de décence et de mettre fin à sa manipulation flagrante du Conseil de sécurité. C'est obscène.

Ce serait faire trop d'honneur à la délégation russe si je terminais ici, comme ça. À la place, je voudrais donc citer un tweet de Dario Franceschini, membre du Gouvernement italien. Voici ce qu'il a tweeté aujourd'hui :

« L'Italie est prête à reconstruire le théâtre de Marioupol. Le Conseil des ministres a approuvé ma proposition d'offrir à l'Ukraine les ressources et les moyens nécessaires à sa reconstruction le plus rapidement possible. Les théâtres de tous les pays appartiennent à l'ensemble de l'humanité. »

**Le Président** (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

**M. Szczerski** (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier la Secrétaire générale adjointe et les intervenants de leurs importants exposés aujourd'hui. Je commencerai par rendre hommage aux courageux soldats et civils ukrainiens qui défendent leur patrie,

la liberté et la Charte des Nations Unies. Ils se battent également pour les personnes qui ont été contraintes de fuir. Je voudrais par ailleurs remercier de leur travail le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi que leurs partenaires, qui maintiennent une présence en Ukraine et continue de fournir une assistance.

Le Conseil de sécurité s'est réuni ici aujourd'hui pour évoquer la crise humanitaire et des réfugiés qui connaît la croissance la plus fulgurante depuis la Seconde Guerre mondiale du fait de l'agression russe contre l'Ukraine. Dans ce contexte, je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, il s'agit à 100 % d'une guerre de choix, et les méthodes employées pour la mener sont également une question de choix. C'est la Russie qui a décidé de recourir à la force brute, aux armes frappant sans discrimination et à des tactiques de siège sans merci. Maintenant, la Russie va jusqu'à cibler les journalistes et à kidnapper les maires des villes ukrainiennes. En d'autres termes, l'agresseur a décidé de changer la nature de ce conflit. Cela montre clairement que la Russie a délibérément choisi de créer une catastrophe humanitaire en Ukraine, au mépris flagrant de tous les principes du droit international humanitaire. Cela devrait tous nous inquiéter. En fait, bafouer le droit international est une pratique que la Russie a appliquée systématiquement en Syrie et ailleurs. Confirmant cette approche, le Kremlin a rejeté plus tôt dans la journée l'ordonnance de la Cour internationale de Justice, la plus haute instance judiciaire de l'ONU, qui lui intimait de cesser son attaque contre l'Ukraine.

Deuxièmement, il ne saurait y avoir de paix sans règlement de la terrible situation humanitaire. C'est pourquoi nous demandons instamment à la Russie de modifier son *modus operandi* militaire et de permettre un accès humanitaire complet et sans entrave ainsi que des secours aux personnes dans le besoin. Le passage en toute sécurité des civils depuis les différentes villes touchées par le conflit doit être autorisé. Prenons la situation à Marioupol, où près de 350 000 habitants sont toujours piégés dans la ville, alors que la nourriture, l'eau et les médicaments se font de plus en plus rares. Ces personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence et sont exposées à des risques de sûreté et de sécurité. Aussi demandons-nous un cessez-le-feu immédiat et un accès humanitaire aux zones les plus touchées.

Troisièmement, les conséquences humanitaires de la guerre en cours ne se limitent pas aux Ukrainiens sur leur propre territoire ; celles et ceux qui ont fui sont également touchés. Plus de 3 millions de personnes ont déjà été contraintes de quitter l'Ukraine à la suite de l'agression militaire de la Russie. Plus de 1,9 million de personnes ont déjà franchi notre frontière depuis le 24 février. La plupart d'entre elles ont trouvé refuge en Pologne. Nous avons déjà enregistré 170 nationalités à notre frontière. Autrement dit, nous sommes tous concernés et nous sommes tous victimes de cette agression.

En tant que voisine et proche amie de l'Ukraine, la Pologne constate directement les conséquences humanitaires dramatiques de cette guerre. Chaque jour, à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine, nous voyons un nombre croissant de personnes gravement traumatisées franchir la frontière. Nous sommes convaincus qu'en conjuguant l'action des entités et des organismes des Nations Unies, qui savent prendre en charge ce type de besoins, et les efforts soutenus des autorités polonaises, il sera possible de trouver des solutions rapides et adaptées.

Dans un esprit de solidarité, la Pologne continuera d'admettre et de fournir un abri, de la nourriture, des soins de santé et la sécurité à toute personne dans le besoin, sans distinction de nationalité, de race ou de croyance religieuse. Au-delà des dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, des milliers de Polonaises et de Polonais s'organisent au niveau local, en solidarité avec l'Ukraine, ouvrent leur porte aux réfugiés et se portent volontaires dans les centres d'accueil.

À l'heure où je parle, la Première Dame de Pologne, Agata Kornhauser-Duda, est en train de mettre en place une coalition internationale de premières dames, d'altesses et de toutes les personnes de bonne volonté afin de protéger efficacement les personnes en situation de vulnérabilité, à savoir les femmes, les

enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, dont beaucoup souffrent de troubles de stress post-traumatique.

Le Gouvernement polonais a adopté en urgence de nouvelles mesures d'immigration pour les citoyens ukrainiens qui fuient leur pays. La nouvelle loi, qui est entrée en vigueur lundi, régularise le séjour des citoyens ukrainiens afin qu'ils puissent trouver un emploi et accéder aux services de santé et d'éducation ainsi qu'à un logement en Pologne. Elle prévoit également une assistance pécuniaire temporaire à l'intention des Polonais qui ont ouvert leur porte à des réfugiés. Les ressortissants ukrainiens pourront demander à recevoir à titre ponctuel une subvention propre à couvrir leurs besoins fondamentaux. Le Gouvernement affectera des fonds à la scolarisation des étudiants ukrainiens. Tous les ressortissants ukrainiens qui ont fui la guerre se voient garantir le même accès au système de santé publique que les citoyens polonais. Nous continuerons de fournir une assistance aux citoyens ukrainiens qui fuient les horreurs de la guerre que leur inflige la Russie. Je peux dire au Conseil que nous avons déjà 45 000 élèves ukrainiens inscrits dans les écoles polonaises.

Mais nous et les autres pays de la région, dont je vois certains ambassadeurs aujourd'hui dans la salle, avons tous besoin d'urgence d'un appui international pour nous aider à réaliser ces bonnes actions.

L'Ukraine paie aujourd'hui au prix fort la défense de son indépendance, de son intégrité territoriale, de la démocratie et de la Charte des Nations Unies. La détermination et le courage des Ukrainiennes et des Ukrainiens est une source d'inspiration pour le monde entier. Nous ne pouvons pas les abandonner. Il est essentiel de témoigner notre solidarité avec l'Ukraine et le peuple ukrainien, en agissant sans plus tarder.

*La séance est levée à 17 h 20.*